

HISTOIRE D'EAU A GAUDREVILLE

« L'an 1792, le 2ème jour d'avril, devant nous, Michel THERIBOUT homme de loi et juge de paix de la ville et canton de Conches, et défenseur officieux au tribunal du district d'Evreux, demeurant audit Conches, en l'audience tenue en notre demeure, étant assisté de Mrs. BARBE et LEFEVRE, assesseurs de la ville de Conches et ETIENNE notre secrétaire greffier, s'est présentée en jugement la cause d'entre ledit Sieur LETEILLIER laboureur, demeurant en ladite paroisse de Gaudreville, demandeur,

Contre Maître BERANGER, Curé de ladite paroisse de Gaudreville :

Mis en cause le Sieur BERNARD de BOULAINVILLIERS représenté par le Sieur BERANGER, porteur de la procuration déposée au secrétariat de Conches le 6 mars dernier et au Procureur de la commune de la dite paroisse de Gaudreville.

Par Maître BERANGER a été dit :

1/ que les chaussées en question barrent et obstruent la rivière, que retenant les eaux pendant les hivers, elles préjudicient à l'église et au presbytère.

2/ que ces digues ou chaussées... que des suppléments de vanes ou écluses qui étaient cy-devant en plus grand nombre dont une a été supprimée depuis quelques temps.

3/ que si l'ouverture de ces digues s'est faite de tous temps au commencement de l'hiver par les curés et fermiers des terres labourables, sans plainte de Mr. de BOULAINVILLIERS,

4/ que depuis 8 ans, ledit Sieur Curé déclare ne les avoir fait ouvrir que 2 fois en 1786 et 1791 pour garantir l'église et le presbytère des inondations qui menaçaient et après avoir averti le Sieur LETEILLIER pourquoi ledit Mr. BERANGER concluait à ce que l'action formée contre Pierre GUILLAINÉ et par suite contre lui, Sieur Curé, soit jugée à tort avec dépenses et que dans le jugement à intervenir il faut abandonner que les chaussées soient démolies après la récolte des herbes ainsi que les haies sèches.

5/ que le Sieur LETEILLIER, entretient au pont les herbes qui obstruent la rivière et empêche l'écoulement des eaux sous réserve de prendre plus amples conclusions.

Par le Sieur BERNARD,

A été donnée adjonction au Sieur LETEILLIER, fermier et interpellé, le Procureur de Gaudreville de justifier des pouvoirs en forme que la commune a dû lui donner au terme des articles 54 et 56 des lettres patentes du Roi de décembre 1789 avant de pouvoir être reçu partie intervenante parce que par faute de satisfaire, il sera déchu de sa prétendue intervention.

Et à l'égard dudit Sieur Curé, ledit Sieur LETEILLIER et ledit Sieur BERNARD demandent qu'il dépose reconnaissance ou méconnaissance de la prairie en question. »